**Stop au renvoi Dublin Croatie de Cédric, Baris et Christophe !**

**Modèles d'emails à envoyer au plus vite   
(modèles d’emails contre le renvoi de Ridvan toujours d’actualité aussi** [**ici**](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/a0835ceb-4fac-4cdd-81ae-d775a8ac7c43)**)**

**\*\*\***

**Stoppt die Abschiebung von Cedric, Baris und Christophe aus Dublin-Kroatien!**

**E-Mail-Vorlagen, die Sie so schnell wie möglich versenden sollten (E-Mail-Vorlagen gegen die Abschiebung von Ridvan immer noch aktuell auch** [**hier**](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/a0835ceb-4fac-4cdd-81ae-d775a8ac7c43)**)**

**Français**

1. E-mail aux **autorités fribourgeoises**

* à [romain.collaud@fr.ch](mailto:romain.collaud@fr.ch) et
* à [patrick.pochon@fr.ch](mailto:patrick.pochon@fr.ch)

2. E-mail  au  **SEM**

* christine.schraner@sem.admin.ch

**Auf Deutsch unten**

1. E-Mail an die **Freiburger Behörden** à [romain.collaud@fr.ch](mailto:romain.collaud@fr.ch) et à [patrick.pochon@fr.ch](mailto:patrick.pochon@fr.ch)

2. E-Mail an **SEM** christine.schraner@sem.admin.ch

**E-mail aux autorités fribourgeoises**

à [romain.collaud@fr.ch](mailto:romain.collaud@fr.ch) et à [patrick.pochon@fr.ch](mailto:patrick.pochon@fr.ch)

**Libération immédiate de Baris E. (N 790249), de Cédric N. (N789291) de Christophe S. (N 790107), arrêtés ce mardi 17 janvier 2023 et menacés de renvoi Dublin vers la Croatie**

Monsieur Romain Collaud, Conseiller d’État en charge de la Direction de la sécurité

Monsieur Patrick Pochon, Chef de Service de la population et des migrants SPoMi

Je suis très inquièt·e de l’expulsion de Baris E. (N 790249), de Cédric N. (N789291) et de Christophe S. (N 790107) vers la Croatie, en vertu des Accords dits de Dublin.

M. Baris E. et Cedric N. ont été arrêtés, mardi 17 janvier, aux bureaux du Service de la population et des migrations (SPOMI) et se trouvent actuellement en détention administrative à Fribourg. Christophe a été arrêté ce même jour à la Gouglera. Le lieu de sa détention n’est pas connu.

M. Baris E. a subi des mauvais traitements de la part de la police croate : il a été battu, agressé, volé et forcé à signer des documents qu’il ne comprenait pas. Lors de son passage en Croatie, il ne savait même pas où il était et n’a donc jamais exprimé le souhait de déposer une demande d’asile dans ce pays. Il a très peur de ce qu’il pourrait lui arriver une fois renvoyé en Croatie, et à raison. M. Baris E. ne va pas bien du tout sur le plan de sa santé mentale. Il a des pensées suicidaires et des traumatismes liés à son vécu en Turquie et en Croatie. Depuis son arrivée en Suisse le 13.09.2022, il a dû être suivi par un psychiatre.

M. Christophe S. et M. Cedric N. ont également subi des mauvais traitements de la part de la police croate : ils ont été battus sans aucun prétexte justifiable et forcés à signer des documents qu’il ne comprenaient pas. Comme M. Baris E., ils n’ont jamais exprimé la volonté de déposer une demande d’asile en Croatie. Ils sont terrorisés par un renvoi dans le pays où ils ont vécu des violences. M. Christophe S. et Cedric N. sont affaiblis au niveau de leur santé mentale par les violences vécues en Croatie et par le dispositif oppressif d’asile en Suisse. M. Cedric N., est arrivé en Suisse avec sa jeune sœur. Cette dernière a été hospitalisée le soir de l'arrestation de son frère, suite à une décompensation. Je me fais énormément de soucis pour elle. Son frère étant sa seule famille et un soutien important pour elle en Suisse.

La situation pour les personnes migrantes en Croatie a été largement documentée : intimidations, violences physiques, humiliations, viols, traitements dégradants et refoulements illégaux, perpétrés par la police croate et ce, en toute impunité. De plus, les voies de recours légales effectives sont inexistantes. Cette situation a été décrite par l’[Organisation suisse d’aide aux réfugiés](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/731/preview/pdf/733) (OSAR) en septembre 2022, et en décembre de la même année, Solidarité sans frontières prouvait dans [un rapport](https://www.sosf.ch/cms/upload/221205_Bericht_Pushbacks_FRZ_Web.pdf) le risque réel pour les personnes renvoyées depuis un État Dublin de subir violences policières et pushbacks illégaux. Cette menace a été corroborée par trois arrêts de tribunaux administratifs allemands et par le Conseil d’État néerlandais.

[Une pétition](https://act.campax.org/petitions/stop-dublin-croatie) ayant récolté plus de 6500 signatures en moins d’un mois a été remise au SEM et au Conseil fédéral le 14 décembre dernier et n’a pas reçu de réponse à ce jour. Elle faisait suite à une [lettre ouverte](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/587/preview/pdf/722) qui alertait le SEM sur les violences perpétrées en Croatie et corroborées par de nombreux témoignages.

**Le renvoi de Baris E., Cédric N. et Christophe S. ainsi que celui de toutes les personnes ayant reçu une NEM Dublin Croatie viole le principe de non-refoulement.**

S’il est vrai que les décisions d’entrée en matière ou d’octroi d’asile sont du ressort du SEM, l’exécution du renvoi est une compétence cantonale. Le canton de Fribourg peut tout à fait, pour des raisons humanitaires, décider de ne pas appliquer certains renvois. Les sanctions économiques que cela pourrait éventuellement engendrer sont minimes par rapport aux violations des droits fondamentaux qu’encourent Baris E., Cédric N. et Christophe S. en Croatie.

**Je vous demande donc, Monsieur le Conseiller d’État, Monsieur le chef du Service de la population et des migrants du canton de Fribourg de libérer ces trois personnes et de renoncer à l’exécution de ces renvois.**

En espérant que mon courrier saura attirer votre meilleure attention, veuillez agréer Monsieur le Conseiller d’État, Monsieur le chef du Service de la population et des migrants du canton de Fribourg, mes respectueuses salutations.

Nom + prénom

**E-mail  au  SEM** àchristine.schraner@sem.admin.ch

**Libération immédiate de Baris E. (N 790249), de Cédric N. (N789291) de Christophe S. (N 790107), arrêtés ce mardi 17 janvier 2023 et menacés de renvoi Dublin vers la Croatie**

Madame la Secrétaire d’État aux migrations,

Je suis très inquièt·e des menaces d’expulsion de M. Baris E. (N 790249), de Cédric N. (N789291) et de Christophe S. (N 790107) vers la Croatie, en vertu des Accords dit de Dublin.

M. Baris E. et Cedric N. ont été arrêtés, mardi 17 janvier, aux bureaux du Service de la population et des migrations (SPOMI) et se trouvent actuellement en détention administrative à Fribourg. Christophe a été arrêté ce même jour à la Gouglera. Le lieu de sa détention n’est pas connu.

M. Baris E. a subi des mauvais traitements de la part de la police croate : il a été battu, agressé, volé et forcé à signer des documents qu’il ne comprenait pas. Lors de son passage en Croatie, Monsieur E. ne savait même pas où il était et n’a donc jamais exprimé le souhait de déposer une demande d’asile dans ce pays. Il a très peur de ce qu’il pourrait lui arriver une fois renvoyé en Croatie, et à raison. M. Baris E. ne va pas bien sur le plan de sa santé mentale. Il a des pensées suicidaires et des traumatismes liés à son vécu en Turquie et en Croatie. Depuis son arrivée en Suisse le 13.09.2022, il a dû être suivi par un psychiatre.

M. Christophe S. et M. Cedric N. ont également subi des mauvais traitements de la part de la police croate : ils ont été battus sans aucun prétexte justifiable et forcés à signer des documents qu’il ne comprenaient pas. Comme M. Baris E., ils n’ont jamais exprimé la volonté de déposer une demande d’asile en Croatie. Ils sont terrorisés par un renvoi dans le pays où ils ont vécu des violences. M. Christophe S. et M- Cedric N. sont affaiblis au niveau de leur santé mentale par les violences vécues en Croatie et par le dispositif oppressif d’asile en Suisse. M. Cedric N. est arrivé en Suisse avec sa jeune sœur. Cette dernière a été hospitalisée le soir de l’arrestation de sa soeur suite à une décompensation. Je me fais énormément de soucis pour elle. Son frère étant sa seule famille et un soutien important pour elle en Suisse.

La situation pour les personnes migrantes en Croatie a été largement documentée : intimidations, violences physiques, humiliations, viols, traitements dégradants et refoulements illégaux, perpétrés par la police croate et ce, en toute impunité. De plus, les voies de recours légales effectives sont inexistantes. Cette situation a été décrite par l’[Organisation suisse d’aide aux réfugiés](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/731/preview/pdf/733) (OSAR) en septembre 2022, et en décembre de la même année, Solidarité sans frontières prouvait dans [un rapport](https://www.sosf.ch/cms/upload/221205_Bericht_Pushbacks_FRZ_Web.pdf) le risque réel pour les personnes renvoyées depuis un État Dublin de subir violences policières et pushbacks illégaux. Cette menace a été corroborée par trois arrêts de tribunaux administratifs allemands et par le Conseil d’État néerlandais.

[Une pétition](https://act.campax.org/petitions/stop-dublin-croatie) ayant récolté plus de 6500 signatures en moins d’un mois a été remise au SEM et au Conseil fédéral le 14 décembre dernier et n’a pas reçu de réponse à ce jour. Elle faisait suite à une [lettre ouverte](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/587/preview/pdf/722) qui alertait le SEM sur les violences perpétrées en Croatie et corroborées par de nombreux témoignages.

**Le renvoi de M. Baris E., Cédric N. et Christophe S. ainsi que celui de toutes les personnes ayant reçu une NEM Dublin Croatie viole le principe de non-refoulement.**

Les accords de Dublin prévoient une clause de souveraineté, qui est d'ailleurs discrétionnaire : la Suisse peut décider à tout moment et en toute indépendance de ne pas exécuter les renvois vers la Croatie et de placer les personnes dans une procédure d'asile nationale. **Je vous demande donc, Madame la Secrétaire d'État, d'activer la clause de souveraineté pour M. Baris, Christophe S. et Cédric N.**

En espérant que mon courrier saura attirer votre meilleure attention, veuillez agréer Madame Schraner Burgener, mes respectueuses salutations.

Nom + prénom

**Deutsch**   
  
**E-Mail an die Freiburger Behörden**

An [romain.collaud@fr.ch](mailto:romain.collaud@fr.ch) und an [patrick.pochon@fr.ch](mailto:patrick.pochon@fr.ch)

**Sofortige Freilassung von Herr Baris E. (N 790249 ), Herr Cédric N. (N789291) und von Herr Christophe S. (N 790107) die heute Morgen, Dienstag, den 17. Januar 2023 in Freiburg festgenommen wurden und denen die Dublin-Rückführung nach Kroatien droht.**

Herr Romain Collaud, Staatsrat, Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion Freiburg,

Herr Patrick Pochon, Direktor vom Amt für Bevölkerung und Migration BMA Freiburg,

Ich bin sehr besorgt über die Festnahmen von Herr Baris E. (N 790249 ), Herr Cédric N. (N789291) und von Herr Christophe S. (N 790107), die seit heute morgen (Dienstag, 17. Januar), gemäß dem sogenannten Dublin-Abkommen durch die Dublin-Rückführung nach Kroatien bedroht sind.

Herr Baris E. und Herr Cedric N. wurden am Dienstag, den 17. Januar, in den Büros des Amtes für Bevölkerung und Migration festgenommen und befinden sich derzeit in Verwaltungshaft in Freiburg. Christophe wurde am selben Tag im Bundeszentrum für Asylsuchende Gouglera festgenommen. Der jetzige Ort seiner Inhaftierung ist nicht bekannt.

Herr E. wurde dort von der kroatischen Polizei misshandelt. Er wurde geschlagen und gezwungen Dokumente zu unterschreiben, die er nicht verstand. Herr E. hat nie den Wunsch geäußert, in Kroatien einen Asylantrag zu stellen. Herr E. hat große Angst davor, was mit ihm passieren könnte, wenn er nach Kroatien zurückgeschickt wird, und das zu Recht. Herr Baris E. geht es in Bezug auf seine psychische Gesundheit schlecht. Er hat Selbstmordgedanken und Traumata aufgrund seiner Erlebnisse in der Türkei und in Kroatien. Seit seiner Ankunft in der Schweiz am 13.09.2022 musste er von einem Psychiater betreut werden.

Herr Christophe S. und Herr Cedric N. wurden ebenfalls von der kroatischen Polizei misshandelt: Sie wurden ohne einen vertretbaren Vorwand geschlagen und gezwungen Dokumente zu unterschreiben, die sie nicht verstanden. Wie Herr Baris E. haben sie nie den Willen geäußert in Kroatien einen Asylantrag zu stellen. Sie haben Angst vor einer Abschiebung in das Land, in dem sie Gewalt erlebt haben. Herr Christophe S. und Herr Cedric N. sind, aufgrund der in Kroatien erlebten Gewalt und des unterdrückerischen Asylsystems in der Schweiz, psychisch geschwächt. Herr Cedric N. kam mit seiner jüngeren Schwester in die Schweiz. Diese wurde heute Abend aufgrund einer latenten Organstörung(Dekompensation) ins Krankenhaus eingeliefert. Wir machen uns große Sorgen um sie. Ihr Bruder ist ihr einziges Familienmitglied und wichtigste Stütze, für sie in der Schweiz.

Die Situation für Migrant\*innen in Kroatien wurde ausführlich dokumentiert: Einschüchterungen, körperliche Gewalt, Demütigungen, Vergewaltigungen, erniedrigende Behandlungen und rechtswidrige Abschiebungen, die von der kroatischen Polizei verübt werden und ungestraft bleiben. Darüber hinaus gibt es keine wirksamen rechtlichen Rechtsbehelfe. Diese Situation wurde von der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (SFH) im September 2022 beschrieben. Im Dezember 2022 belegte Solidarité sans frontières (SOSF) in einem Bericht die reale Gefahr für Personen, die aus einem Dublin-Staat nach Kroatien zurückgeschickt werden. Sie werden nach der Abschiebung der Polizeigewalt und/oder rechtswidrigen Pushbacks ausgesetzt. Diese Gefahr wurde durch drei Urteile deutscher Verwaltungsgerichte und des niederländischen Staatsrats untermauert.

Eine Petition, die in weniger als einem Monat mehr als 6500 Unterschriften gesammelt hatte, wurde dem SEM und dem Bundesrat am 14. Dezember 2022 übergeben. Leider wurde es bis jetzt nicht beantwortet. Sie folgte auf einen offenen Brief, in dem das SEM auf die in Kroatien begangenen und durch zahlreiche Zeugenaussagen belegten Gewalttaten aufmerksam gemacht wurde.

**Die Rückführung von Herrn Baris E., Christoph S., Cedric N. sowie aller Personen, die einen NEE-Dublin-Kroatien erhalten haben, verstösst gegen das**  **Non-Refoulement-Prinzip(Der Grundsatz der Nichtzurückweisung**.)

Zwar ist das SEM für Eintretens- oder Asylentscheide zuständig, der Vollzug der Wegweisung fällt jedoch in die kantonale Zuständigkeit. Der Kanton Fribourg kann durchaus, aus humanitären Gründen beschließen, gewisse Wegweisungen nicht zu vollziehen. Die wirtschaftlichen Sanktionen, die dies allenfalls nach sich ziehen könnte, sind im Vergleich zu den Verletzungen der Grundrechte, die Herrn Baris E., Christophe S. und Cedric N. in Kroatien drohen, minimal.

**Ich fordere Sie daher auf, Herr Staatsrat, Herr Vorsteher des Amtes für Bevölkerung und Migration des Kantons Freiburg, Herr Baris E., Herr Christophe und Herr Cedric N. sofort freizulassen und auf den Vollzug dieser Rückführung zu verzichten.**

In der Hoffnung, dass mein Schreiben Ihre Aufmerksamkeit findet, verbleibe ich mit freundlichen Grüßen.

Name + Vorname

**E-Mail an das SEM**

Per E-Mail an [christine.schraner@sem.admin.c](mailto:christine.schraner@sem.admin.ch)h senden

**Sofortige Freilassung von Herr Baris E. (N 790249 ), Herr Cédric N. (N789291) und von Herr Christophe S. (N 790107), die heute Morgen, Dienstag, den 17. Januar 2023, in Freiburg festgenommen wurde und dem die Dublin-Rückführung nach Kroatien droht.**

Sehr geehrte Frau Staatssekretärin für Migration,

Ich bin sehr besorgt über die Festnahmen von Herr Baris E. (N 790249 ), Herr Cédric N. (N789291) und von Herr Christophe S. (N 790107), heute Morgen (Dienstag, 17. Januar), die gemäß dem sogenannten Dublin-Abkommen durch die Dublin-Rückführung nach Kroatien bedroht sind.

Herr Baris E. und Herr Cedric N. wurden am Dienstag, den 17. Januar, in den Büros des Amtes für Bevölkerung und Migration festgenommen und befinden sich derzeit in Verwaltungshaft in Freiburg. Christophe wurde am selben Tag im Bundeszentrum für Asylsuchende Gouglera festgenommen. Der jetzige Ort seiner Inhaftierung ist nicht bekannt.

Herr E. wurde dort von der kroatischen Polizei misshandelt. Er wurde geschlagen und gezwungen Dokumente zu unterschreiben, die er nicht verstand. Herr E. hat nie den Wunsch geäußert, in Kroatien einen Asylantrag zu stellen. Herr E. hat große Angst davor, was mit ihm passieren könnte, wenn er nach Kroatien zurückgeschickt wird, und das zu Recht. Herr Baris E. geht es in Bezug auf seine psychische Gesundheit schlecht. Er hat Selbstmordgedanken und Traumata aufgrund seiner Erlebnisse in der Türkei und in Kroatien. Seit seiner Ankunft in der Schweiz am 13.09.2022 musste er von einem Psychiater betreut werden.

Herr Christophe S. und Herr Cedric N. wurden ebenfalls von der kroatischen Polizei misshandelt: Sie wurden ohne einen vertretbaren Vorwand geschlagen und gezwungen Dokumente zu unterschreiben, die sie nicht verstanden. Wie Herr Baris E. haben sie nie den Willen geäußert in Kroatien einen Asylantrag zu stellen. Sie haben Angst vor einer Abschiebung in das Land in dem sie Gewalt erlebt haben. Herr Christophe S. und Herr Cedric N. sind, aufgrund der in Kroatien erlebten Gewalt und des unterdrückerischen Asylsystems in der Schweiz, psychisch geschwächt. Herr Cedric N. kam mit seiner jüngeren Schwester in die Schweiz. Diese wurde heute Abend aufgrund einer latenten Organstörung(Dekompensation) ins Krankenhaus eingeliefert. Wir machen uns große Sorgen um sie. Ihr Bruder ist ihr einziges Familienmitglied und wichtigste Stütze, für sie in der Schweiz.

Die Situation für Migrant\*innen in Kroatien wurde ausführlich dokumentiert: Einschüchterungen, körperliche Gewalt, Demütigungen, Vergewaltigungen, erniedrigende Behandlungen und rechtswidrige Abschiebungen, die von der kroatischen Polizei verübt werden und ungestraft blieben und bleiben. Darüber hinaus gibt es keine wirksamen rechtlichen Rechtsbehelfe. Diese Situation wurde von [der](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/731/preview/pdf/733) [Schweizerischen Flüchtlingshilfe](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/731/preview/pdf/733) (SFH) im September 2022 beschrieben. Im Dezember 2022 belegte Solidarité sans frontières (SOSF) in [einem Bericht](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/731/preview/pdf/733) die reale Gefahr für Personen, die aus einem Dublin-Staat nach Kroatien zurückgeschickt werden. Sie werden nach der Abschiebung, der Polizeigewalt und/oder rechtswidrigen Pushbacks ausgesetzt. Diese Gefahr wurde durch drei Urteile deutscher Verwaltungsgerichte und des niederländischen Staatsrats untermauert.

[Eine Petition](https://act.campax.org/petitions/stop-dublin-kroatien), die in weniger als einem Monat mehr als 6500 Unterschriften gesammelt hatte, wurde dem SEM und dem Bundesrat am 14. Dezember 2022 übergeben. Leider wurde es bis jetzt nicht beantwortet. Sie folgte auf [einen offenen Brief](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/587/preview/pdf/595), in dem das SEM auf die in Kroatien begangenen und durch [zahlreiche Zeugenaussagen](https://kdrive.infomaniak.com/app/share/141912/cbc398c5-e42f-4a5c-bbd2-270162e6d069/files/587/preview/pdf/722) belegten Gewalttaten aufmerksam gemacht wurde.

**Die Rückführung von Herrn Baris E., Herrn Cédric N. (N789291) und von Herrn Christophe S. (N 790107) sowie aller Personen, die einen NEE Dublin Kroatien erhalten haben, verstößt gegen das Non-Refoulement-Prinzip.**

Die Dublin-Abkommen sehen eine Souveränitätsklausel vor, die im Übrigen diskretionär ist: Die Schweiz kann jederzeit und unabhängig entscheiden, Rückführungen nach Kroatien nicht zu vollziehen und die Personen in ein nationales Asylverfahren zu überführen.

**Ich fordere Sie daher auf, Frau Staatssekretärin, die Souveränitätsklausel für Herrn Baris, Christophe S. und Cedric N. zu aktivieren.**

In der Hoffnung, dass mein Schreiben Ihre Aufmerksamkeit findet, Frau Schraner Burgener, verbleibe ich mit respektvollen Grüßen.

Name + Vorname